

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°591 – 4 juillet 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Baisse de 7 % des IDE entrants en Afrique de l'Ouest en 2024

Le 19 juin dernier, l'Organisation des Nations unies Commerce et Développement (CNUCED) a publié [son rapport](#) 2025 sur l'investissement dans le monde, mettant en évidence [une baisse de 7 % des flux d'investissements directs étrangers \(IDE\) en Afrique de l'Ouest](#) qui ont atteint 15,2 Mds USD en 2024. Cette diminution contraste avec le rebond de 75 % par rapport à 2023 des IDE enregistré sur le continent africain (97 Mds USD), porté principalement par l'Égypte (46,6 Mds USD, +36,7 Mds USD) qui bénéficie d'un accord international de financement de projets de développement urbain. Parmi les dix premiers pays africains ayant attiré le plus d'IDE en 2024, la Côte d'Ivoire occupe la 3^e place avec 3,8 Mds USD d'IDE entrants (+53 %), le Sénégal se classe 9^{ème} (2 Mds USD ; -57,9 %), suivi par la Guinée à la 10^{ème} place (1,8 Md USD ; +104,7 %).

Bénin

41 M USD de la Banque mondiale en faveur de l'inclusion économique des jeunes

La Banque mondiale [a accordé](#) un financement additionnel de 41,3 M USD en faveur du Projet d'inclusion des jeunes (PRODIJ). Ce soutien vise à renforcer le programme national "Azôli", destiné à insérer des jeunes peu ou pas instruits dans les chaînes de valeurs agroalimentaires et

Le chiffre à retenir

15,2 Mds USD

Le montant des flux d'IDE captés par l'Afrique de l'ouest en 2024, selon la CNUCED

les emplois salariés, aussi bien dans la Zone industrielle de Glo-Djigbé qu'à l'extérieur. Environ 60 500 jeunes bénéficieront de formations, dont 1 000 dans la filière avicole. Le projet prévoit également la création d'un guichet unique pour l'emploi et le renforcement du système d'information sur le marché du travail. Depuis 2020, PRODIJ a déjà touché plus de 48 000 jeunes vulnérables, dont 30 000 jeunes recrutés pour des stages par près de 200 entreprises.

Burkina Faso

Les intérêts perçus sur les emprunts obligataires émis dans la zone UEMOA désormais imposés

Une [circulaire](#) de la Direction générale des impôts indique qu'à compter du 1er août 2025, les intérêts issus des emprunts obligataires et autres titres émis dans la zone UEMOA à partir de cette date et perçus au Burkina Faso seront à l'impôt dans le pays, à l'exception de ceux émis par l'État burkinabè et ses démembrés. Cette réforme met fin à une exonération qui aurait été jusque-là pratiquée sans base légale formelle, bien qu'une directive communautaire de l'UEMOA de 2008 prévoit



l'exonération des intérêts perçus sur les titres d'emprunt dans tous les États membres.

Présentation du DPBEP 2026-2027

Le 2 juin 2025, le ministre de l'Economie et des Finances a [présenté](#) à l'Assemblée nationale le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2026–2028. Dans ce document, les recettes budgétaires du Burkina Faso sont projetées à 3 431,5 Mds FCFA (5,2 Mds EUR) en 2026, 3 732,5 Mds (5,7 Mds EUR) en 2027 et 4 090,5 Mds (6,2 Mds EUR) en 2028, soit une hausse annuelle moyenne de 9,2 %. Les dépenses suivraient une évolution similaire, à 3 918,3 Mds FCFA (6 Mds EUR) en 2026, 4 262,8 Mds (6,5 Mds EUR) en 2027 et 4 666,7 Mds (7,1 Mds EUR) en 2028 (+9,1 % par an). Le déficit budgétaire resterait quant à lui contenu, affiché à 3 % du PIB, en ligne avec la norme UEMOA. Parmi les axes prioritaires qui seraient pris en compte dans le budget, sont précisés notamment les questions liées à la paix, à la sécurité et à la bonne gouvernance, le développement du secteur industriel et la réalisation d'infrastructures résilientes.

Cap-Vert

Le pays accède au statut de revenu intermédiaire supérieur

Le 1^{er} juillet 2025, la Banque mondiale a officiellement [classé](#) le Cap-Vert parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur (à compter de 2026), en raison d'une hausse de 16,8 % de son Revenu National Brut (RNB) par habitant entre 2023 et 2024. Cette évolution est liée à la reprise économique du pays (+7,3 % de croissance du PIB en 2024), une inflation maîtrisée (1 %) et un climat des affaires favorable. Surtout, ce nouveau [statut](#) reflète les résultats d'une trajectoire de croissance significative depuis 2015. Il pourrait toutefois mécaniquement entraîner une réduction de l'accès du pays à certains guichets de financements concessionnels.

Côte d'Ivoire

Lancement d'un cadre de financement lié à la durabilité en partenariat avec la Banque Mondiale

Le 1^{er} juillet 2025, la Côte d'Ivoire [a annoncé](#) le lancement de son cadre innovant de financement lié à la durabilité ("Sustainability-Linked Financing") développé en partenariat avec le groupe de la Banque mondiale. Ce mécanisme associe directement le coût d'emprunt de la Côte d'Ivoire à la réalisation d'objectifs en matière d'environnement et de climat, notamment dans l'énergie renouvelable et la gestion forestière. Il introduit un mécanisme de tarification à double sens pour les financements, offrant une réduction des taux d'intérêt si la Côte d'Ivoire dépasse ses objectifs ambitieux, et une augmentation si les objectifs ne sont pas atteints. La mise en œuvre de ce cadre vise à établir les bases d'une première opération de prêt lié à la durabilité ("Sustainability-Linked Loan") qui constituera la première utilisation de la combinaison de produits de garantie de la BIRD et de la MIGA sous un mécanisme de 1^{ère} perte/2^{ème} perte.

Octroi d'une 2^e garantie partielle de crédit par la BAD pour soutenir des projets verts

Le 27 juin 2025, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) l'octroi d'une 2^e garantie partielle de crédit visant à faciliter les levées de fonds pour les projets stratégiques verts et sociaux. Cet instrument vise en particulier à faciliter l'accès aux financements des banques commerciales internationales, y compris en monnaie locale, en s'appuyant sur une facilité de 533 M EUR garantie par la BAfD et mise en place en 2023. La garantie permet au pays de diversifier ses sources de financement et d'obtenir des prêts à long terme, ce qui s'aligne sur sa stratégie de gestion de la dette à moyen terme pour la période 2024-2028. Les domaines prioritaires



identifiés sont par ailleurs ceux de l'agriculture durable, l'eau et l'assainissement, les énergies renouvelables, la santé, le logement abordable, l'éducation et l'inclusion financière, en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD) et le Plan national de développement 2021-2025 de la Côte d'Ivoire.

Guinée

Une croissance économique dynamique mais pas suffisamment inclusive

La Banque mondiale a [publié](#) le 1^{er} juillet 2025, la [2^e édition de son Rapport de suivi de la situation économique en Guinée](#). Constatant la faiblesse de la mobilisation des recettes intérieures (13,1 % du PIB en 2024) et un déficit budgétaire croissant (4,8 % du PIB en 2024, contre 1,8 % en 2021), le rapport appelle à des réformes structurelles en vue de renforcer la viabilité des finances publiques : le renforcement des capacités de contrôle fiscal, l'amélioration de l'intégrité de la base de données des contribuables, l'amélioration du respect des délais de déclaration et du paiement des impôts, la poursuite de la digitalisation de l'administration fiscale, ainsi que le renforcement la gestion des dépenses publiques et des programmes d'investissements publics. La croissance économique de la Guinée a été dynamique ces dernières années. Elle a atteint 5,1 % en moyenne entre 2019 et 2023, principalement tirée par les secteurs minier et agricole, et s'est accélérée à 5,7 % en 2024. Toutefois, cette dynamique reste peu inclusive : 52 % de la population vit en dessous du seuil international de pauvreté fixé à 3,65 USD par jour en PPA (parité de pouvoir d'achat) de 2017. L'exploitation des minerais de fer de Simandou devrait augmenter significativement la croissance (10 % en moyenne en 2026-2027), mais pourrait exacerber les inégalités si plusieurs réformes, dont celles mentionnées précédemment, ne sont pas mises en œuvre.

Guinée-Bissau

Décaissement de 6,5 M USD du FMI à la conclusion de la 8^e revue FEC

Le 30 juin 2025, le conseil d'Administration du FMI a [validé](#) les consultations de l'article IV et la huitième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) avec la Guinée-Bissau. Cette revue a permis un nouveau décaissement de 4,7 M DTS (environ 6,5 M USD), portant le total des décaissements dans le cadre du programme à 35 M DTS (48,1 M USD). Selon le FMI, la performance au titre du programme FEC est mitigée. La demande des autorités de prolonger le programme jusqu'au 29 juillet 2026 et de rééchelonner les décaissements afin de leur donner suffisamment de temps pour mettre en œuvre les politiques de consolidation budgétaire soutenues par le programme FEC a, dans ce contexte, été validée. Les perspectives économiques demeurent positives, avec notamment une croissance attendue de 5,1 % en 2025, mais soumises à d'importants risques baissiers. Les autorités se sont engagées à poursuivre les réformes pour (i) consolider la trajectoire budgétaire, avec un objectif de déficit budgétaire à 3,4% du PIB en 2025, (ii) diversifier l'économie et (iii) renforcer la gouvernance.

Mali

L'Etat cède ses participations dans les mines d'or de Yatela et Morila à la Sorem

Le 27 juin 2025, le Conseil des ministres a [approuvé](#) la cession gratuite par de l'ensemble des actions de l'État malien dans les sociétés des mines d'or de Yatéla S.A. et Morila S.A. à la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources Minérales du Mali (SOREM-Mali), afin de relancer l'exploitation de ces mines. La mine de Yatéla, créée en 2000, était détenue à 80 %



par Sadiola Exploration Limited et 20 % par l'État. Elle a arrêté ses activités en 2016 en raison de la baisse des cours de l'or, malgré des réserves non épuisées. En octobre 2024, un accord a permis aux autorités d'acquérir les parts de Sadiola. La mine de Morila, également lancée en 2000, était quant à elle détenue à 40 % par AngloGold Ashanti, à 40% par Randgold Resources et à 20 % par l'État. Après le retrait de ces opérateurs en 2020, Firefinch Limited a repris le site avant de se retirer en 2022. Les autorités ont ainsi signé un accord en décembre 2024 pour en assurer la continuité.

Mauritanie

Signature d'un accord pour l'économie bleue entre la BEI et la BEA

La BEI et la banque mauritanienne El Amana ont signé un accord stratégique pour un [financement de 20 M EUR](#) afin de soutenir les PME de la filière halieutique dans le pays. L'accord prévoit qu'au moins 30% de ces fonds reviennent à des entreprises dirigées par des femmes ou majoritairement féminisées, et 30% à des structures employant une majorité de jeunes. Ce partenariat s'inscrit au service de l'économie bleue dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne (UE), qui déploiera, en accompagnement, une assistance technique pour accompagner la professionnalisation du secteur halieutique, à travers des outils de gestion et de certification notamment. Pour rappel, le secteur de la pêche pèse pour 25% des exportations totales de la Mauritanie, pour 5% du PIB et contribue, directement et indirectement, à l'emploi de 226 000 personnes.

Niger

Signature d'un accord de 76 M EUR avec la BOAD pour renforcer la Sonibank

Le 13 juin 2025, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a signé un [accord](#) de prêt de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) avec les autorités nigériennes pour soutenir la Société nigérienne de Banque (Sonibank), première banque du pays. Cet appui viserait notamment à doter la Sonibank de ressources stables afin de restaurer sa stabilité financière, ses ratios réglementaires et prudentiels, faciliter son accès au refinancement et au marché interbancaire et relancer ses activités de financement de l'économie. Le [transfert](#) du prêt à la Sonibank par les autorités a eu lieu le 18 juin 2025.

Sénégal

Protocole d'accord pour une usine de montage Mercedes-Benz Trucks à Diamniadio

Le 1^{er} juillet 2025, le gouvernement sénégalais a [signé](#) un protocole d'accord avec Mercedes-Benz Trucks et Global Truck Systems (GTS) pour l'installation d'une usine de montage et d'assemblage de camions et de véhicules utilitaires à Diamniadio, nouvelle ville et pôle industriel à 30 km de Dakar. [L'accord](#) officialisé par le Premier ministre est un projet structuré en partenariat public-privé. La [production](#), attendue dès 2026, portera notamment sur des camions militaires et s'étendra aux véhicules civils. GTS, partenaire technique local, accompagnera la mise en œuvre industrielle. Le projet s'ajoute au chantier déjà lancé dans la zone industrielle de Mbacké-Touba (centre), où une usine financée à hauteur de 35 Mds FCFA (53,4 MEUR) doit produire jusqu'à 1000 véhicules militaires par an.



Partenariat avec Huawei pour la formation de 350 000 professionnels du numérique

Dans le cadre de la visite du premier ministre en Chine et de sa rencontre avec le président chinois, le Sénégal a [signé](#) le 26 juin un accord de coopération avec le groupe chinois Huawei pour renforcer les compétences numériques nationales, dans le cadre du New Deal Technologique, la stratégie nationale de transformation numérique. L'objectif est de former 350 000 professionnels, dont 150 000 emplois directs d'ici 2034, mais également le renforcement de l'infrastructure numérique, ainsi que la mise en place d'une usine d'assemblage d'équipements IT. Par ailleurs, le [programme](#) prévoirait d'ici 2034 la formation de 100 000 jeunes diplômés et de 5 000 experts certifiés par an.

Togo

Le FMI achève sa 2^e revue de programme appuyé par la FEC

Le 30 juin dernier, le conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 2^{ème} revue du programme avec le Togo au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant un nouveau décaissement de 60,5 M USD en faveur du pays. L'accord, approuvé en mars 2024, vise à soutenir le pays face aux chocs récents (Covid-19, hausse des prix mondiaux) et à renforcer la viabilité de la dette. Selon le FMI, les résultats du programme sont globalement satisfaisants, avec entre autres une augmentation notable des recettes domestiques en 2024. En outre, la croissance est estimée à 5,3% en 2024 et l'inflation s'est établie à 2,9 % en moyenne annuelle. Toutefois, des défis persistent, notamment une dette en hausse et des risques sécuritaires toujours présents dans le nord du pays.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

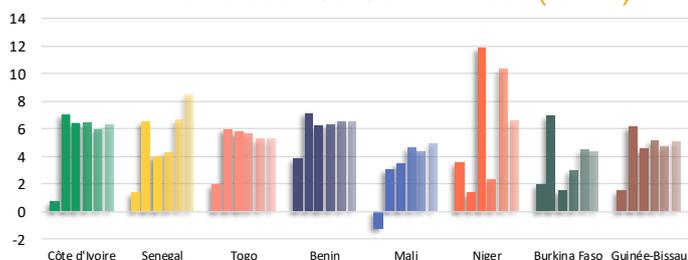
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1 540	1 550	1 600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

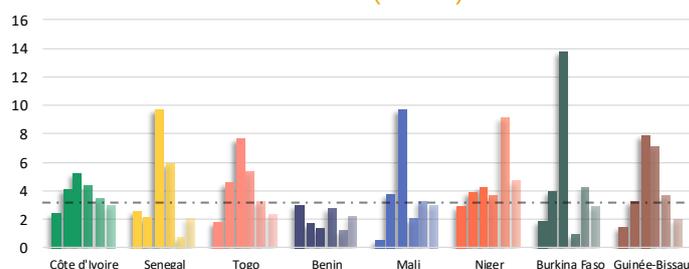


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

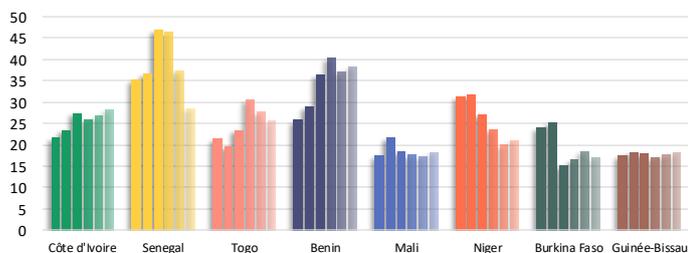
Croissance du PIB réel (en %)



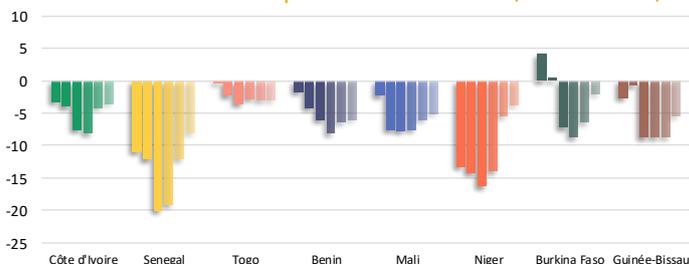
Inflation (en %)



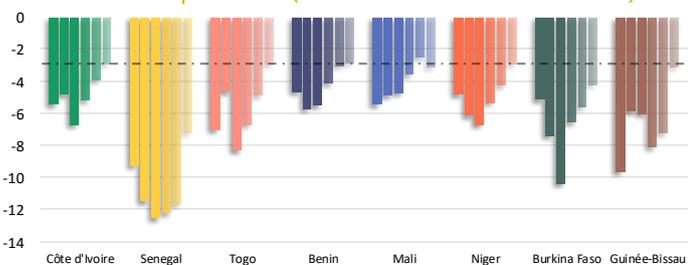
Investissements publics (% du PIB)



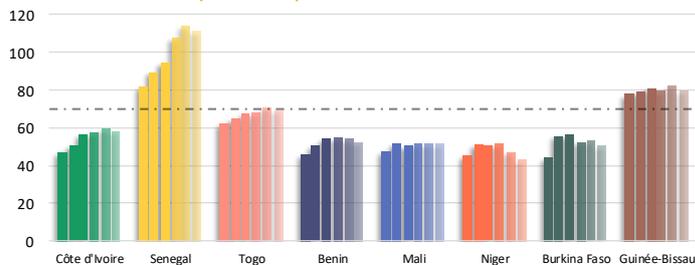
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)